

pourrait constituer un problème très grave. En outre, si nous n'avons pas, dans une certaine mesure, la possibilité d'enrayer les épizooties du bétail, nous aurons peut-être un jour des difficultés à en exporter aux États-Unis. J'encouragerais donc le gouvernement fédéral à participer à l'établissement d'un collège vétérinaire dans l'Ouest canadien et, peut-être même, à demander aux quatre provinces de l'Ouest de participer également au coût des immeubles et du fonctionnement de cette institution. Sauf erreur, l'Alberta examine cette proposition à l'heure actuelle. Par conséquent, j'espère qu'on aboutira à une entente avec les quatre provinces et, si l'on y ajoute la collaboration du gouvernement fédéral, le collège pourra se créer. Nous savons maintenant que le collège vétérinaire de Guelph, en Ontario, est plus que bondé, et qu'un grand nombre de candidats n'y sont pas acceptés, pour la simple raison qu'il n'y a pas assez de place.

L'Association des vétérinaires de l'Alberta a formulé certaines recommandations à cet égard et, si j'ai le temps, j'en donnerai lecture d'une partie au comité. L'Association propose, entre autres, respectueusement, d'établir ce collège vétérinaire sous forme d'une faculté relevant entièrement d'une université déjà existante. C'est là une recommandation précise que fait le rapport du comité d'études vétérinaires de l'Ouest canadien. Il recommande ensuite de prendre en considération d'autres emplacements que la ville de Saskatoon pour y établir cette faculté. L'université de l'Alberta, à Edmonton, a une liste imposante de caractéristiques qui en ferait l'endroit idéal pour ce collège. En troisième lieu, on veut que nous recommandions au gouvernement canadien de verser une subvention à l'université de l'Alberta pour acquitter une partie des frais occasionnés par l'établissement d'une faculté de médecine vétérinaire. Ayant formulé ces propositions, monsieur le président, je tiens à remercier le comité de l'attention qu'il m'a accordée.

M. Honey: Monsieur le président, j'ai écouté l'exposé du ministre de l'Agriculture et les discours des tenants du gouvernement dans le cadre du présent débat. Je dois avouer que je suis surpris et déçu de ce que ni le ministre de l'Agriculture ni aucun de ses tenants n'aient jugé à propos de souffler mot de la grave situation dans laquelle se trouve aujourd'hui l'industrie agricole de l'Est du Canada. Ce matin, je m'attendais à ce que le député de Waterloo-Sud, qui représente une circonscription rurale de l'Est du Canada, parle de l'agriculture de l'Est. Mais il s'en est abstenu. Il s'est associé aux autres tenants du gouvernement qui ont pris la parole

pour chanter les faits et gestes du gouvernement. Il a fait mention de la solidarité qui unit les membres du cabinet, à propos du discours que le ministre a prononcé à Regina, et il a formulé quelques remarques erronées sur les avocats et les opinions qu'ils ont énoncées là-dessus. Comme il a soulevé cette question et qu'il l'a rattachée à la profession légale, dont je fais partie, je dois faire remarquer qu'à mon avis nous avons eu un exemple consternant du manque de solidarité au sein du cabinet lorsque le premier ministre a désavoué les observations du ministre de l'Agriculture.

Au lieu d'aborder les problèmes de l'agriculture dans l'Est, le député de Waterloo-Sud a loué les qualités du ministre de l'Agriculture et de son programme, notamment les efforts que le ministre déploie pour les cultivateurs de l'Ouest. Au lieu de s'arrêter aux problèmes qui intéressent l'agriculture dans notre partie du pays, il a admis que la transaction intéressant la vente du blé à la Chine a été une aubaine inattendue pour le gouvernement. Bien entendu, cet aveu va à l'encontre de ce que le ministre de l'Agriculture et les tenants du gouvernement nous déclarent depuis quelques années.

Le présent débat a déjà pris trois jours. Le chef de l'opposition, le représentant d'Assiniboia et les députés libéraux ont abordé certains des problèmes des cultivateurs de l'Ouest du Canada, mais, je le répète, monsieur le président, on constate avec regret que le ministre de l'Agriculture et ses tenants n'ont pas jugé à propos de soulever les graves problèmes auxquels les cultivateurs de l'Est sont en butte. Il fallait s'attendre à cela, évidemment, notamment si l'on se reporte aux réalisations du gouvernement actuel et aux attitudes qu'ont affichées le premier ministre et le ministre de l'Agriculture. Pour eux et pour le gouvernement actuel, l'industrie agricole, semble-t-il, finit à la tête des Grands lacs; tout ce qui se trouve à l'est de la tête des Grands lacs ne mérite pas qu'on y consacre du temps ou de l'énergie, semble-t-il. On peut voir à quel point cette attitude s'est manifestée dans les observations qu'a formulées le premier ministre au cours du débat en réponse au discours du trône, lorsqu'il a tellement insisté sur l'appui que le parti conservateur a reçu des cultivateurs de l'Ouest.

Monsieur le président, si je mentionne ce détail, c'est que je m'intéresse de façon particulière à l'Ouest du Canada. Je suis né dans une ferme en Saskatchewan, et j'y ai passé la première moitié de ma vie. Quel que soit le degré de succès que les cultivateurs de l'Ouest aient pu atteindre jusqu'ici, c'est certainement réconfortant pour nous tous, mais